

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 90 Novembre 2011

Levez-vous, orages désirés !

Le plan d' « aide » à la Grèce soumis d'abord, avant d'être officialisé, au Bundestag allemand, mais ni au Parlement européen, ni au Parlement français, ni même au Parlement grec ! Le chef du gouvernement grec *convoqué* par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, puis voué aux gémonies pour avoir – quelle horreur ! – voulu consulter son peuple par référendum, et finalement contraint à renoncer à ce référendum et à se retirer ! L'Italie à son tour mise sous la tutelle du FMI ! Les pays émergents, et en premier lieu la Chine, sollicités pour venir *en aide* à l'Europe (!), goguenards (les Européens ne faisaient-ils pas naguère la leçon aux pays du Sud malades de leurs dettes ? Il n'est que justice qu'ils pointent au guichet du FMI et en subissent les rudes conditions...), et réticents: Dilma Rousseff entend n'utiliser qu'avec précaution les réserves de son pays amassées « à la sueur du peuple brésilien » ; disposant de 2330 milliards d'euros (!) de réserves de change, en majorité placée en bons du Trésor américain, la Chine veut bien diversifier ses placements, mais non sans contreparties (et non sans penser que « prêter à ceux qui jouissent du luxe et du bien-être est stupide »). Quant à M. Obama, il n'a à proposer, au nom des Etats-Unis, que sa « sympathie pour ses collègues européens ». Humiliation et grande solitude pour Tête-à-Claques, qui se voyait rien moins que le Sauveur du monde.

Son lointain prédécesseur lui fait la leçon : "Toute cette affaire est traitée dans l'agitation et avec un niveau de compétence relativement faible", estime Valéry Giscard d'Estaing (lemonde.fr, 26 octobre). Quant aux politiques, "ils disent toujours que l'heure est grave parce que si cela va mal, ils l'auront annoncé et si cela tourne bien ils auront le mérite d'avoir résolu les problèmes". En outre, «rien de tel que la peur pour resserrer les rangs. **Pour jouer le Capitaine dans la tempête, il vaut mieux que la météo soit à l'orage** »*. Il nous faut donc nous attendre à bien des tempêtes d'ici l'élection présidentielle...

Pour l'heure, "tout le monde est là à paniquer mais le PIB de l'Europe est trois fois celui de la Chine. Et l'on se conduit comme si nous n'étions rien, insignifiants, désordonnés, incapables de créer et de produire"***.

Les agences de notations s'en donnent à coeur joie : dégradation de la note de l'Espagne et de l'Italie, menace sur la Belgique, « mise sous surveillance » de la France qui est ainsi menacée de perdre son triple A. Aveugles lors des crises financières qu'elles ont été incapables d'anticiper, donnant la note maximale à la banque Lehman Brothers à la veille de son effondrement, certifiant l'innocuité des produits financiers hautement toxiques, baignant en permanence dans le conflit d'intérêt, leurs déclarations devraient susciter l'hilarité générale. Or, les gouvernements se prosternent devant elles.

Le problème, ce ne sont pas les agences de notation, mais les marchés financiers. Il est donc criminel d'avoir mis les dettes publiques dans leurs mains.

Car ce sont les gouvernements qui ont fait ce choix, ce sont eux qui ont permis aux marchés de développer leur capacité de nuisance. En France, une réforme de la Banque de France, votée en 1973 sous l'impulsion de ... Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances de Georges Pompidou, interdit au Trésor public d'emprunter directement à la Banque de France à des taux d'intérêt nuls ou très faibles. **La Banque de France ne peut donc plus financer par de la création monétaire les déficits publics.** Le gouvernement français est dès lors obligé de faire appel aux marchés financiers, c'est-à-dire à des banques privées, et ce, aux taux d'intérêt de marché. Il s'agit d'un acte fondateur, et destructeur, car il inaugure la mainmise des marchés financiers sur les États. **Cette disposition allait être intégralement reprise lors de la création de la Banque centrale européenne (BCE), puis dans tous les traités européens.** On a donc abouti à une situation hallucinante. Les États ne peuvent pas être financés par la BCE ; mais celle-ci peut par contre refinancer les banques privées à de très faibles taux. Ces dernières prêtent ensuite aux États à des taux nettement supérieurs, voire carrément usuraires. **L'Union européenne se place volontairement sous l'emprise des marchés financiers.*****

Cette emprise allait être d'autant plus grande qu'une contre-révolution fiscale s'est déployée depuis plus d'un quart de siècle. Son fil directeur a été de baisser par de multiples moyens les impôts payés par les ménages les plus riches et par les entreprises, en particulier les plus grandes.

Les plans d'austérité, au-delà même de leur caractère socialement inacceptable, **sont inutiles.** Les marchés veulent que les déficits publics soient réduits pour être sûrs que les États puissent payer la charge de la dette, mais ils s'inquiètent du fait que les mesures prises vitrifient l'activité économique. Face à ces injonctions contradictoires, il ne sert à rien de vouloir rassurer les marchés, puisque plus on les rassure, plus ils s'inquiètent.

La seule solution est de sortir les États de leur emprise.

Il faut pour cela tout d'abord européaniser et monétiser les dettes publiques. **La BCE et les banques centrales nationales doivent pouvoir, sous contrôle démocratique, financer les États et les politiques publiques européennes.** Concernant le stock de la dette existant, un audit citoyen doit pouvoir déterminer la part de la dette qui est illégitime, et donc doit être annulée, et celle qu'il faudra rembourser, la BCE pouvant dans ce cas la racheter. Les banques doivent être mises sous contrôle social afin qu'elles se tournent vers les financements de l'activité productive et la transformation écologique de la société. Enfin, il faut une réforme fiscale d'ampleur qui redonne des marges de manoeuvres à l'action publique. Ces

orientations supposent de rompre avec tout ce qui a fait l'orthodoxie néolibérale de ces dernières décennies. **Les mouvements sociaux qui commencent à secouer l'Europe devront l'imposer.*****

*Christian Salmon, M le magazine du Monde, 5 novembre

**Valéry Giscard d'Estaing, lemonde.fr, 26 octobre

***Tribune de Thomas Coutrot et Pierre Khalfa parue dans Libération Jeudi 3 Novembre et sur le site d'Attac France

Bonnes nouvelles

Italie : l'eau n'est plus à vendre. A la suite de deux référendums, toute privatisation et tout profit sur la distribution de l'eau sont interdits. Une première mobilisation, en 2005, a d'abord contraint la municipalité de Naples à renoncer à son projet de privatisation de l'eau : les gens ont compris que ces privatisations n'avaient pour but que de faire des profits (augmentation des factures, diminution des investissements, ...). La mobilisation s'est ensuite étendue, et un « projet législatif populaire participatif » sur le financement public et la gestion de l'eau a recueilli en 2007 plus de 500 000 signatures, ce qui a permis de porter le projet à la Chambre des députés. Mais il est resté au fond d'un tiroir. Parallèlement, le gouvernement Prodi (centre gauche) a élaboré la notion juridique de « bien commun » pour des ressources naturelles comme l'eau, mais aussi pour certaines ressources matérielles entendues comme appartenant à la collectivité. Dès son retour au pouvoir en juin 2008, le gouvernement Berlusconi a fait adopter un décret-loi sur la privatisation des services publics locaux, qui comprend l'eau. Une nouvelle mobilisation a obtenu plus d'un million de signatures pour imposer les référendums d'initiative populaire pour abroger cette loi, et a remporté la bataille référendaire des 12 et 13 juin.

A Naples, la municipalité de gauche vient de mettre en place une régie « Eau bien commun », administrée par des représentants de la mairie, des salariés de la régie et des associations et mouvements de la société civile. Un comité de surveillance doit veiller au droit à un minimum garanti de distribution d'eau pour les plus défavorisés. (*Politis, 6 octobre*).

Japon : des économies d'électricité, c'est possible. Une campagne nationale a été lancée avant l'été, alors que les températures, qui dépassent régulièrement 35 °C, provoquent un usage intensif des climatiseurs. Objectif : - 15 %. Fin septembre, les producteurs d'électricité annonçaient des baisses globales de volumes d'achat allant de **12 à 15 %** selon les régions. Les « grands comptes » (industriels, collectivités territoriales) sont parvenus à des baisses de consommation allant jusqu'à **27 %** par rapport à 2010. Ces réductions n'ont entraîné ni chaos industriel, ni transformation fondamentale du mode de vie des Japonais. Elles ont résulté de mesures de bon sens : salariés invités à troquer le costume cravate pour des vêtements légers, extinction massive des enseignes et des publicités lumineuses, débranchement de milliers de distributeurs de boissons et de friandises, extinction des bureaux et des ordinateurs la nuit, réduction des pics de consommation dans les usines... Sur 54 réacteurs en service avant l'accident de Fukushima en mars 2011, seuls 10 sont actuellement en activité. (*Politis, 4 novembre*). Pour l'hiver les Japonais sont incités à porter plusieurs couches de vêtements, et à descendre du métro une station avant d'arriver à destination car la marche active la circulation sanguine (*M, le Magazine du Monde, 5 novembre*).

Justice et mémoire

En Argentine, prison à vie pour les tortionnaires de l'école de marine. Près de 5000 prisonniers ont disparu à l'Ecole mécanique de la marine argentine (parmi lesquelles deux religieuses françaises), pendant la dictature militaire (1976-1983) (*Le Monde, 28 octobre*).

Le Brésil crée une Commission de la vérité sur la dictature. Pour la première fois, les Brésiliens enquêteront sur les crimes commis par les militaires pendant la dictature (1964-1985). La présidente Dilma Rousseff, ancienne « guérillera », avait été torturée, comme, estime-t-on, 5000 autres personnes. En 2010, la Cour internationale des droits de l'homme avait condamné le Brésil pour violation des droits de l'homme pendant la dictature, déclarant « sans effet juridique » sa loi d'amnistie. (*Le Monde, 29 octobre*).

Changement climatique

Hausse record des émissions de CO₂. Elles sont passées de 8,6 milliards de tonnes en 2009 à 9,1 milliards en 2010, selon les chiffres du ministère américain de l'énergie. Il s'agit de la hausse annuelle la plus forte jamais enregistrée. Cette augmentation a surtout été observée aux Etats-Unis, en Chine et en Inde. (*Le Monde, 6-7 novembre*)

Monde

Turkménistan. Le pays où l'on n'éteint jamais sa gazinière. Dans le plus fermé des pays de l'ex-URSS, où « le Protecteur » décide de tout, chaque Turkmène reçoit gratuitement 500 g de sel et 150 litres d'essence par mois (et s'il a besoin de plus, il peut en acheter à 0,09 €/litre). L'électricité, le gaz et l'eau sont gratuits. En province, les habitants laissent brûler le gaz toute la journée pour économiser les allumettes. Les charges locatives et les transports ont un coût dérisoire. Le sous-sol de ce pays est gorgé de gaz (le pays est au 4^{ème} rang mondial, derrière la Russie, l'Iran et le Qatar) et de pétrole.

Si le salaire moyen équivaut à 150 € (cela permet d'acheter, selon les médias, 1125 kg de pain, ou 65 kg de viande, ou 270 kg de sucre ou 643 litres de lait), seul un « bon citoyen » peut espérer un travail qui procure ce salaire.

L'opposition affirme qu'une partie importante des revenus liés aux hydrocarbures est placée sous le contrôle direct de la famille dirigeante. Les opposants turkmènes se divisent en deux catégories : ceux qui sont en prison, et ceux qui ont pu se réfugier à l'étranger. (*Courrier international*, 27 octobre).

Chine. Les démographes voient se profiler un vieillissement accéléré du pays. Le taux de fertilité, officiellement de 1,8 enfant par femme, serait en réalité inférieur à 1,5. « Tout indique », dit le professeur Gu Baochang, « que la Chine entre dans une période de basse fécondité. Ce sera la première fois dans l'histoire du pays. Et cela pose énormément de défis. Après le pic de 2030, la population va baisser très rapidement ». Autant de raisons pour abandonner la politique de l'enfant unique. (*Le Monde*, 4 novembre).

Inde. Le difficile accès au planning familial. La pauvreté freine le recours aux structures d'accueil, malgré le désir des femmes de limiter les naissances. La sexualité et la contraception restent taboues dans les campagnes. L'Inde a dépassé 1,2 milliards d'habitants, avec un taux de fertilité de 2,7 naissances par femme. En raison des avortements sélectifs, il naît entre 110 et 120 garçons pour 100 filles (*Le Monde*, 30-31 octobre).

Ouzbékistan. Les « volontaires forcés » de la guerre du coton. Le pays figure parmi les principaux producteurs, avec la Chine, l'Inde, le Pakistan et le Brésil. Chaque année, la mobilisation générale est décrétée pour récolter l' « or blanc ». Par tous les moyens : pressions, chantage, tromperie, promesses de fortune. Tout le monde est réquisitionné, jeunes et vieux, militaires et fonctionnaires, ainsi que la plupart des citoyens ne disposant pas de suffisamment de piston ou de suffisamment d'argent pour envoyer à leur place un journalier plus pauvre qu'eux.

Mais comment convoier tous ces gens qui vont ainsi cueillir le coton pour presque rien au profit de leurs dirigeants bien aimés ? Le carburant coûte cher. La police de la route est mise à contribution. Pour la moindre irrégularité, elle confisque le véhicule pour l'envoyer aux points de rassemblement des ramasseurs de coton... (*Alicher Nouraliev, Fergana.ru, repris par Courrier international*, 27 octobre).

Etats-Unis. La dette totale atteint 250 % du PIB. (*Pierre Larrourou, Le Monde*, 25 octobre).

Europe

Roumanie. 73 kg d'uranium dans la nature. Ils ont disparu du dépôt de matériaux radioactifs de Stei. Le 27 mai, quelques dizaines de documents secrets avaient eux aussi disparu des archives de la Régie nationale pour les activités nucléaires de Pilesti. Selon les spécialistes, une quantité suffisante de minerai d'uranium et la technologie pour fabriquer le combustible nucléaire – dont les données se trouvaient dans les documents disparus – suffiraient pour produire une petite bombe atomique. (*Le Monde*, 5 novembre). [Il faut sortir du nucléaire. On peut lire aussi, à ce sujet, Bernard Laponche, physicien nucléaire : « le risque d'accident majeur en Europe est une certitude » (*Télérama*, 15 juin). Fukushima : Tepco toujours aussi peu transparente. Des relevés indépendants démontrent que la compagnie minimise systématiquement ses données (*Le Monde*, 5 novembre). La Belgique va stopper progressivement ses sept réacteurs nucléaires (*Le Monde*, 1^{er} novembre)].

L'Union européenne à la croisée des chemins. La monnaie unique était censée faire à elle seule converger les économies européennes. C'est le contraire qui s'est produit. Car il aurait fallu lui adjoindre une volonté politique et des moyens institutionnels et financiers. En outre, elle laissait les Etats qui avaient renoncé à la souveraineté sur leur monnaie désarmés face aux marchés financiers. « La réalité se rappelle à ceux qui voulaient faire l'euro sans l'union politique » (Jean-Pierre Jouyet).

La Commission européenne, le Parlement européen, se retrouvent hors circuit. Le fossé se creuse entre la zone euro et le reste de l'Union européenne. C'est le tandem franco-allemand qui est aux postes de commande. Et dans le même temps, le système de décision européen octroie un pouvoir exorbitant à une minorité : le parlement slovaque a failli faire capoter le plan d' « aide » à la Grèce, tandis que les Irlandais, sauvés par leurs partenaires, continuent d'avoir un taux d'impôt sur les sociétés déloyal. Quelle est la légitimité démocratique de tout cela ?

Les Français, comme les Néerlandais et les Irlandais, avaient eu bien raison de voter « non » au projet de traité européen. Et Tête-à-Claques et les autorités européennes portent une lourde responsabilité d'avoir bafoué leur volonté, au lieu de traiter les problèmes de fond qui avaient été soulevés.

L'Europe a besoin d'une refondation démocratique, d'un nouveau souffle, d'architectes volontaires et ambitieux.

« Est-ce que les dix-sept États de la zone euro, qui sont les seuls à vouloir faire avancer l'Europe, vont former pour les années 2030-2040 une puissance économique et monétaire forte, de la taille des USA ou de la Chine ? » demande VGE. Angela Merkel plaide pour le renforcement du gouvernement économique de l'union monétaire, et le changement des traités en ce sens, mais elle n'est pas favorable à la mise en commun de la dette européenne.

François Fillon plaide pour plus d'intégration, pour la mutualisation des dettes européennes, et « des abandons de souveraineté sur lesquels nous devons nous mettre d'accord ».

« C'est un débat fondamental, que l'on a éludé jusqu'ici, et notamment au cours des primaires socialistes », observe Jean Pisani-Ferry, qui ajoute : « il est important que la campagne présidentielle soit l'occasion de le poser ».

L'UMP ne veut plus d'une « Europe naïve » : « il est légitime de ne pas laisser disparaître des pans entiers de notre économie parfois essentiels à notre développement et à notre indépendance ». Cela ressemble à du Arnaud Montebourg, que l'UMP accuse pourtant de thèses « populistes » sur l'Europe...

Les Français sont ouverts à d'importants changements : 58 % d'entre eux réclament une régulation forte de l'économie, et près de la moitié d'entre eux (49 %) appellent à une réforme en profondeur du système capitaliste. « C'est une spécificité française », souligne Pascal Perrineau. « Nulle part en Europe n'existe une telle demande ».

« Autant le fédéralisme est nécessaire à l'Europe car chacun comprend qu'elle ne peut avoir une monnaie unique et vingt-sept politiques économiques, autant les électeurs européens refuseront de donner plus de pouvoirs aux institutions européennes sans savoir ce qu'elles en feraient », écrit Bernard Guetta. « Menacés de voir s'effondrer

l'euro et se détricoter l'Union européenne, les gouvernements de l'Europe se rallient à la hâte au principe d'un gouvernement économique commun, mais ce gouvernement ne pourrait, ni ne devrait, être seulement économique. Sous peine d'être rejeté par les peuples européens, il doit être un gouvernement tout court, procédant du suffrage européen et responsable de ses actes devant l'électorat européen, autrement dit un gouvernement démocratique pour une Europe qui doit le devenir car, pour l'heure, elle ne l'est pas ».

(Le Monde, 26 octobre, 3, 4, 5 novembre,

Libération, 14 septembre)

Si l'Europe avait créé une taxe Tobin [sur les transactions financières] fin 2008, au plus fort de la crise financière, elle aurait déjà rapporté entre 200 et 600 milliards d'euros, selon les différents scénarios en débat à Bruxelles. (Pierre Larrourou, Le Monde, 25 octobre).

France

Malaise dans la police. « Nous avons fait ce métier pour attraper des voleurs et des voyous », disent souvent les policiers. Or, ils en sont réduits à « faire » des ILE (infractions à la législation sur les étrangers) et des ILS (infractions à la législation sur les stupéfiants), autrement dit à contrôler des « sans papiers » et arrêter des « shiteux », comme ils disent. Se concentrer sur ces deux délits présente un double avantage : ils atteignent à peu de frais les objectifs qu'on leur impose, et améliorent le taux d'élucidation, puisque la reconnaissance du délit s'accompagne dans les deux cas de l'identification du coupable... Beaucoup s'en plaignent : ils se rendent compte qu'ils sont loin de répondre à la demande de sécurité de la population et qu'ils servent avant tout la communication du pouvoir en « faisant du chiffre ». (à lire, cette enquête de Didier Fassin, anthropologue, dans Télérama, 19 octobre). [On cherche à faire des économies ? Traitons toutes les addictions de la même façon que nous traitons l'alcool et le tabac, par des campagnes de prévention, et en venant en aide aux intoxiqués].

Chauffés à l'énergie bretonne. Au nord-ouest de Rennes, le territoire du Mené réfléchit depuis quinze ans à son autonomie énergétique. Aujourd'hui, un quart de l'énergie consommée est issue de ressources renouvelables : une usine de méthanisation qui utilise les déchets de l'entreprise agroalimentaire locale, et le lisier agricole d'une trentaine d'agriculteurs ; une filière de chauffage au bois, alimentée par du bois déchiqueté local ; une huilerie alimentaire qui alimente des tracteurs ; auxquelles s'ajoutera prochainement un parc éolien participatif en attente d'obtention du permis de construire.

Par ailleurs, un volet « économies d'énergie » a été activé, en commençant par un diagnostic thermique des bâtiments publics. (Politis hors série n° 55, nov-déc 2011, la charte du réseau national des territoires à énergie positive peut être téléchargée <http://www.cler.org>)

Potentiel et limites de l'alimentation urbaine. Des études montrent que pour le moment la nourriture s'éloigne de l'assiette de l'urbain... mais qu'il est (souvent) possible de faire autrement.

Il y a deux siècles, les fruits et les légumes consommés dans la capitale venaient d'une distance moyenne de 87 km. On est passé aujourd'hui à 790 km. Pour les céréales, on est passé de 150 à 500 km. Pour la viande et les produits laitiers, de 150 à 500 km.

Si les Amap ont le vent en poupe (une centaine en Ile-de-France), elles ne fournissent actuellement, en fruits et légumes, que 0,3 % des besoins.

Selon une étude récente (janvier 2011), l'agglomération de Rennes (37 communes, 402 000 habitants) couvre actuellement 70 % de ses besoins en légumes, 51 % en céréales, 3% en fruits... et 146 % en viande, 182 % en produits laitiers et 187 % en œufs. Un scénario « vertueux » a été fait en supposant le passage au végétarisme et donc le remplacement des élevages par des cultures vivrières. Au lieu d'avoir besoin de 3500 m² par habitant comme actuellement, la surface nécessaire pour nourrir un habitant pourrait descendre à 1800 m². Il suffirait alors d'élargir l'agglomération d'un rayon de 6,3 km pour assurer l'autonomie.

Cela confirme que jusqu'à une certaine taille, les villes peuvent devenir autosuffisantes en s'associant avec les communes rurales proches. (Silence, novembre).

Licencié pour de la récup' dans des poubelles bio. Dans le numéro d'octobre de Silence, une lectrice signale que « [s]on compagnon vient d'être licencié de son entreprise (un supermarché biologique) pour « faute grave » : avoir récupéré dans les poubelles du magasin, pour sa consommation personnelle, des denrées périmées, abîmées ou non présentables (...) Il est indispensable d'attirer l'attention sur cet immense gâchis organisé, orchestré sous silence par la grande distribution dans un souci, passablement hypocrite, de « santé publique ». Certes, il est évidemment normal et souhaitable que les distributeurs respectent scrupuleusement la législation concernant les règles d'hygiène (...) et qu'ils retirent de la vente les produits dès la fameuse Date Limite de Consommation atteinte. Mais ce zèle hygiéniste semble pour le moins excessif quand ces mesures restent applicables aux produits jetés, destinés à la benne et donc sortis du circuit de distribution ! (...) J'ose suggérer qu'il serait par ailleurs pertinent de prévoir que :

1. Dans un premier temps les produits ayant atteint la DLC, donc impropres à la commercialisation, soient mis librement à la disposition des employés des magasins distributeurs. En contrepartie les employés seraient invités à signer une « décharge » pour dégager l'entreprise de toute responsabilité ultérieure.

2. Dans un second temps, si l'expérience s'avérait réalisable et concluante, cette redistribution gratuite pourrait être étendue aux associations caritatives et/ou aux SDF isolés, lesquels seraient soumis aux mêmes obligations de décharge de responsabilité.

3. Enfin, pourquoi ne pas aussi réfléchir à un étiquetage spécifique des produits ayant dépassé la DLC, de sorte qu'aucune revente ou commerce parallèle ne soit envisageable ?

Sans évoquer les produits non périmés (en deçà de la DLC) et non souillés, dont seul l'emballage a été détérioré, ou dont le contenant comporte des traces de salissures ou de déformation, pour lesquels la règle de la redistribution en l'état devrait pouvoir s'appliquer d'autant plus facilement. »

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.